

# FICHE 9 OBJECTIF SPÉCIFIQUE : RÉPONDRE AUX ATTENTES SOCIÉTALES SUR L'ALIMENTATION, LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE ANIMAL

## ■ LES CHIFFRES-CLEFS DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE EN FRANCE

**Des progrès considérables** ont été réalisés en France et en Europe depuis plus d'un demi-siècle en matière d'approvisionnement alimentaire du point de vue quantitatif, qualitatif, sanitaire, et de diversité de l'offre.

Si, en moyenne, les consommateurs français dépensent **15 % de leur budget (hors restauration hors domicile) à l'alimentation** aujourd'hui, il n'en reste pas moins que de **fortes disparités** persistent en fonction des revenus des ménages. Plus de 10 % des ménages français sont en situation d'insécurité alimentaire<sup>1</sup>, et 5,5 millions de personnes ont eu recours à l'aide alimentaire (distribuée par les Restos du cœur, la Croix rouge, les banques alimentaires ou d'autres associations) dans notre pays en 2017.

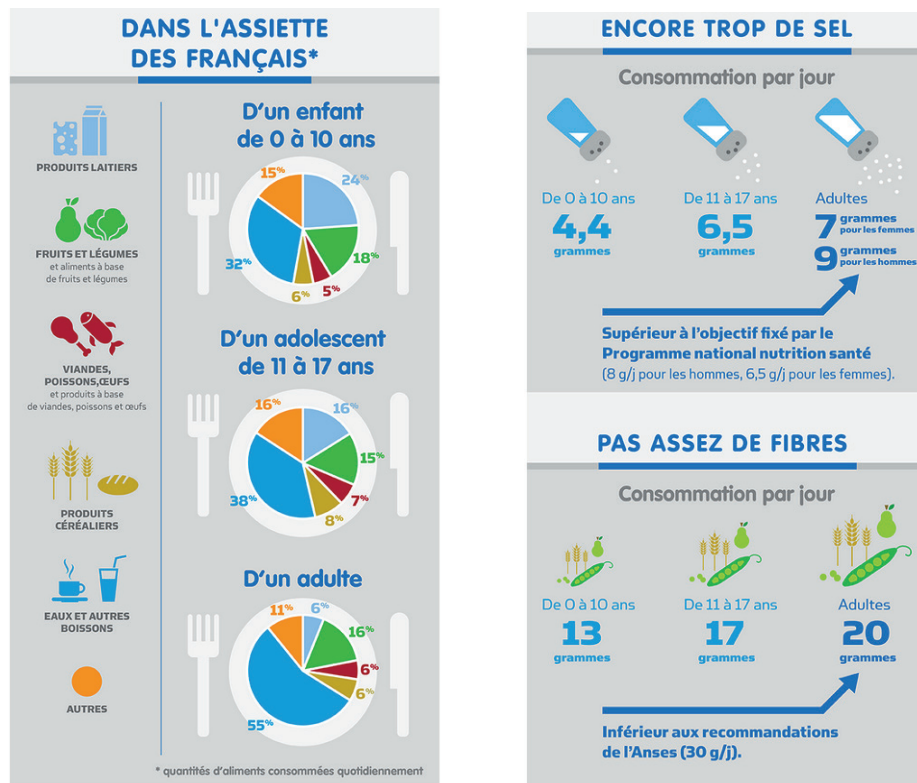
En revanche, **la plupart des adultes français ont un apport en protéines journalier** (1,4 g de protéine par kg de masse corporelle) **qui dépasse les recommandations nutritionnelles** (0,83 g/kg)<sup>2</sup>, à l'image de la plupart des pays occidentaux. L'alimentation générale est marquée par une consommation de fruits et légumes, et de légumes secs insuffisante et par un apport en protéines animales (viande, poissons, œuf, produits laitiers) encore supérieur aux recommandations nutritionnelles, même si la **consommation de viande, en particulier la viande rouge, diminue ces dernières années** (-12 % en 10 ans)<sup>3</sup>.

1. L'insécurité alimentaire est définie par la FAO comme l'« impossibilité ou peur de ne pas avoir accès à tout moment à une alimentation suffisante, saine et nutritive ».

2. Les recommandations nutritionnelles citées sont celles établies par l'Anses, dans le cadre de la dernière actualisation des repères de consommations alimentaires du Programme National Nutrition-Santé, en 2016.

3. ANSES, 2017, Etude individuelle nationale des consommations alimentaires 3 (INCA 3)

### RÉPARTITION DES QUANTITÉS CONSOMMÉES D'ALIMENTS CHEZ LES FRANÇAIS (ANSES, ETUDE INCA3)



Les Français consomment **de plus en plus de produits transformés**, ce qui pose de nouveaux questionnements relatifs à la composition de ces produits, notamment en termes d'additifs, de taux de sucre, sel, ou de gras ajoutés dans les plats préparés.

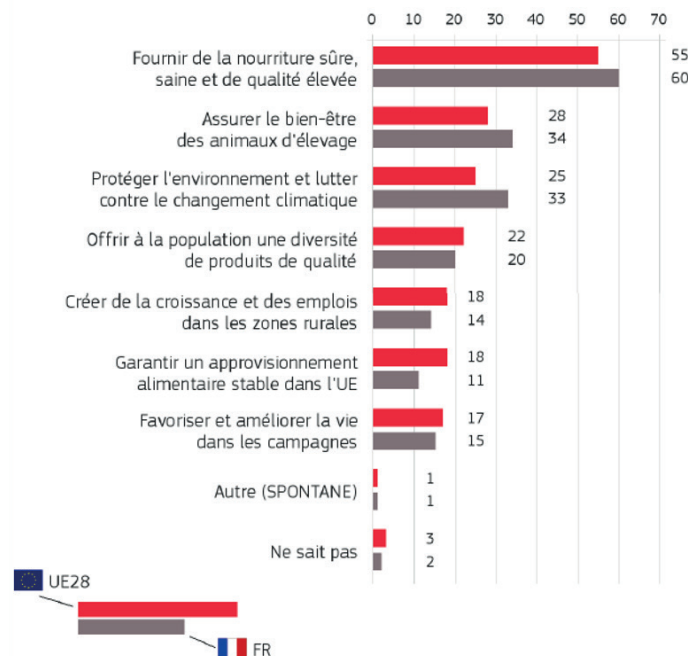
Notre pays est également marqué par **le poids de la restauration hors-foyer, en particulier le nombre de repas servis en restauration collective** (3 milliards de repas servis chaque année).

## ■ LES ATTENTES DES FRANÇAIS VIS-À-VIS DE LEUR ALIMENTATION

Une enquête conduite par la Commission européenne en 2018 portant sur les 2 responsabilités principales des agriculteurs dans notre société montre que 60 % des répondants français considèrent qu'elle est de « **fournir une nourriture sûre, saine et de qualité élevée** » (contre 55 % pour des répondants européens). Viennent ensuite le fait d'assurer le bien-être des animaux d'élevage, de protéger l'environnement et de lutter contre le changement climatique, puis d'offrir à la population une diversité de produits de qualité.

**RÉPONSE À LA QUESTION : « D'APRÈS VOUS, QUELLES DEVRAIENT ÊTRE LES DEUX RESPONSABILITÉS PRINCIPALES DES AGRICULTEURS DANS NOTRE SOCIÉTÉ ? » (maximum 2 réponses)**

**QC6** D'après vous, quelles devraient être les deux responsabilités principales des agriculteurs dans notre société ? (MAX. 2 RÉPONSES) (%)



**La consommation responsable** (fortement liée à l'environnement en termes de pollution et de biodiversité, à la santé et au local) marque de plus en plus les actes d'achats des Français. En 2018, plus de la moitié déclarent avoir fait évoluer leurs pratiques vers moins de gaspillage, la consommation de davantage de produits de saison, de produits frais, de produits locaux et issus de circuits courts<sup>4</sup>.

**La demande de produits issus de l'agriculture biologique** est en hausse, et représente désormais en valeur 5 % des achats alimentaires des ménages, ce qui conforte la hausse de la production française de produits bio, tant au niveau agricole que de la transformation. Plus largement concernant **les signes officiels de la qualité et de l'origine** (agriculture biologique, appellations d'origine protégée, Indications géographiques protégées, label rouge) qui concernent près d'un quart des exploitations agricoles dans notre pays, les Français identifient mieux ces produits que le reste des Européens.

De manière générale, **le prix demeure, en France, le premier déterminant des achats alimentaires**<sup>5</sup>, même s'il apparaît que le consentement à payer plus cher certains produits « de qualité » tend à augmenter au sein des ménages en capacité de payer davantage, ce qui n'est pas le cas de tout le monde en France, et parmi les plus jeunes (18-24 ans). **L'origine des produits devient, au côté du prix, un déterminant d'achat** particulièrement important.

## ■ LIEN ENTRE LA SANTÉ ET L'ALIMENTATION

La France n'est pas épargnée par **la montée du surpoids et de l'obésité** observée dans l'ensemble des pays développés, avec 17 % des adultes qui sont obèses et 34 % en surpoids. **Les inégalités sociales** sont particulièrement criantes quand il s'agit de la proportion de gens touchés par des maladies liées

4. Agence Bio, 2019, Baromètre de consommation et de perception des produits biologiques en France, édition 2018.

5. Baromètre IPSOS-Secours Populaire sur la pauvreté en France, édition 2018

à des comportements alimentaires à risques (comme manger trop gras, trop de sel, trop de sucre, des produits ultra-transformés, pas assez de fibres et de fruits et légumes, etc.) ; ces maladies touchent davantage les personnes à faibles revenus ou niveau d'éducation.

Au-delà des moyens importants mis en œuvre par les pouvoirs publics et les opérateurs pour améliorer **la surveillance et le contrôle de la chaîne alimentaire**, qui permettent d'assurer, en Europe, un haut niveau de sécurité sanitaire des aliments (mais pas d'éviter toutes les crises), la vigilance sur le risque chimique dans l'alimentation et dans l'environnement est de mise.

En effet, **la sensibilité de la population aux risques liés à l'alimentation s'accroît**, en particulier concernant les **risques pour lesquels la conscience collective et la connaissance scientifique se sont récemment considérablement accrues** : effets à faible dose des pesticides utilisés en agriculture, effets cocktails des substances chimiques ingérées en mélange, risques associés aux perturbateurs endocriniens, aux nano-ingrédients, aux OGM, ou bien encore en lien avec des fraudes alimentaires qui ponctuent régulièrement l'actualité (par exemple la présence de viande de cheval dans des produits transformés à base de viande bovine en 2013, ou encore la présence de fipronil (pesticide) dans des œufs de poule en 2017).

## ■ LIEN ENTRE DURABILITÉ ET ALIMENTATION

En dehors des sujets déjà traités dans les fiches relatives aux objectifs environnementaux (se reporter aux fiches 4, 5 et 6), on perçoit une sensibilité accrue des consommateurs aux questions climatiques et **une conscience de plus en plus grande de leur « empreinte carbone »** individuelle. En lien avec la volonté de préserver la planète, les consommateurs changent leurs pratiques, notamment en matière de réduction des pertes et gaspillages ; aujourd'hui en France, **on jette en moyenne 20 à 30 kg de denrées alimentaires encore consommables par habitant et par an**. La réduction des pertes et gaspillages est identifiée, par la FAO, comme l'un des premiers leviers à activer dans le monde afin de développer des systèmes agricoles et alimentaires sains et durables et permettre l'accès à l'alimentation de tous.

## ■ LE BIEN-ÊTRE ET LA SANTÉ DES ANIMAUX D'ÉLEVAGE, UNE PRÉOCCUPATION CROISSANTE DES CONSOMMATEURS

**L'un des principaux risques de santé publique dans le monde est lié à l'utilisation trop importante de substances antibiotiques** qui crée des phénomènes de résistance que l'on n'arrive plus à contrer. La réduction de l'usage des antibiotiques en médecine vétérinaire est donc devenue un impératif, afin notamment de préserver l'efficacité de certains antibiotiques dits « critiques » pour soigner les êtres humains. **La France utilise moins d'antibiotiques vétérinaires en élevage que la moyenne européenne, et a diminué ses ventes de près de 40 % depuis 2010**, pour autant, les efforts collectifs réalisés en la matière ne doivent pas ralentir.

**Les Français sont de plus en plus attachés au bien-être des animaux d'élevage**, et près de 90 % d'entre eux considèrent que ces derniers devraient être mieux protégés qu'aujourd'hui.

**Si les normes européennes à respecter pour la protection minimale des animaux font partie des plus strictes au monde**, il n'en reste pas moins que **des insuffisances par rapport aux besoins des animaux et à leurs attentes<sup>6</sup> persistent** en particulier avec le maintien de certaines pratiques dou-

6. L'Anses a fourni en 2018 une définition du bien-être des animaux actualisée des dernières connaissances scientifiques : « le bien-être d'un animal est l'état mental et physique positif lié à la satisfaction de ses besoins physiologiques et comportementaux, ainsi que ses attentes. Cet état varie en fonction de la perception de la situation par l'animal ».

loureuses, notamment dans les productions animales où la densité d'animaux est élevée. Toutefois, dans notre pays, la densité des animaux en élevage reste plus faible qu'ailleurs en Europe dans la plupart des filières, et les ruminants ont un accès au pâturage plus systématique qu'ailleurs.

Pour aller plus loin  
Fiche 22  
Le bien-être animal

Avec le renforcement progressif des sanctions, les progrès scientifiques récents en la matière, et la volonté des éleveurs et des citoyens, les conditions de vie des animaux en élevage devraient continuer de s'améliorer dans le cadre de la transition agroécologique de l'agriculture.\*

## ■ UNE DEMANDE GÉNÉRALE DE TRANSPARENCE ET D'INFORMATION DU CONSOMMATEUR

Il existe d'une part, un besoin d'améliorer la transparence sur le fonctionnement de la chaîne de valeur alimentaire, et de clarifier l'articulation entre les différentes mentions portées sur les emballages en vue de valoriser les qualités des différents produits ; ces demandes ont été fortement exprimées dans le cadre des États généraux de l'alimentation.

En outre, **les consommateurs souhaitent une amélioration de l'information qui est mise à leur disposition** pour leur permettre de faire des choix éclairés. **Les pouvoirs publics, au niveau européen et au niveau national**, et en lien avec les professionnels et les représentants des consommateurs, **ont engagés des travaux pour renforcer l'étiquetage de l'origine** des produits, qu'ils soient bruts ou transformés, consolider **l'étiquetage nutritionnel** à travers la promotion du système « Nutriscore », et améliorer les informations données sur les produits quant aux **conditions de production et d'élevage** (affichage environnemental, bien-être animal, commerce équitable...).

## ■ INFLUENCE DE LA PAC SUR LA SITUATION ACTUELLE

**La PAC a favorisé la baisse des prix** européens pour les principaux produits agricoles comme les céréales, les viandes ou encore les produits laitiers, contribuant ainsi à réduire la part en valeur de l'alimentation dans le budget des ménages européens.

Cependant, jusqu'à présent, la PAC a été conçue davantage pour répondre à des enjeux de production agricole. En dehors du programme scolaire de distribution de fruits et de lait à l'école, doté, pour la France, d'une enveloppe de 35 millions € par an, et qui vise à faire acquérir aux plus jeunes les bons réflexes pour améliorer leurs habitudes alimentaires, la PAC n'inclut que très **peu d'aspects relatifs à la consommation**, comme les aspects nutritionnels. Elle n'a donc que peu développé les outils qui permettraient de mieux répondre aux nouvelles attentes des consommateurs.

On peut toutefois citer la « conditionnalité » des aides ou encore le « verdissement » des aides directes, les mesures agro-environnementales et climatiques, et les soutiens à l'agriculture biologique qui permettent le respect des normes en matière de sécurité sanitaire et de protection des animaux et, avec plus ou moins de réussite, l'amélioration de la durabilité des conditions de production agricole.

Enfin, **les Français sont plus pessimistes** que la moyenne des Européens sur la capacité actuelle de la PAC à assurer un approvisionnement alimentaire stable, sûr et durable. Il ressort de ce constat **un besoin, de l'avis des pouvoirs publics, de relégitimer la PAC aux yeux des citoyens.**